

GRAND DEBAT NATIONAL

Date : 19 février 2019
Horaire : 19h à 20h30
Lieu : Fac du Pin (amphi 200)

Participants :

Habitants des quartiers 14, 17, 20 et 21

(à noter la présence sans intervention de deux élus, adjoints au maire : Maïté François et Mohamed Fellah / DS assurant la prise de notes et la synthèse)

- 1) Commentaire général d'ambiance :
- 2) Expression des demandes et doléances
- 3) En annexe : 5 contributions écrites anonymes

COMMENTAIRE GENERAL D'AMBIANCE :

Le débat a réuni une quarantaine de personnes outre les présidents des conseils de quartiers concernés ayant pourvu à l'introduction de celui-ci et parfaitement veillé à la prise de paroles de tous les participants sans commentaires sur les interventions et en toute neutralité.

L'auditoire était essentiellement composé de personnes d'un certain âge voire de retraités.

Les interventions se sont révélés globalement de bon niveau avec des recommandations et des doléances, intéressant majoritairement des questions relatives à la fiscalité et à la dépense publique, souvent précises et exprimées dans une ambiance sereine et sérieuse au-delà de points de vue parfois opposés et permettant de conclure au déroulé d'un débat de qualité.

**

*

EXPRESSION DES DEMANDES ET DOLEANCES

@ sur le thème de la transition écologique

- énorme chantier à traiter en urgence y compris dans les actes quotidiens de chacun (agir autour de soi / effort sur soi-même)
- apprentissage et appréhension du concept dès le plus jeune âge (action éducative nécessaire dans ce sens)
- ne pas hésiter à réprimer les actes d'incivisme en ce domaine
- repenser les systèmes d'échanges commerciaux coûteux et polluants entre pays européens et au-delà en privilégiant le développement des circuits courts (économie circulaire, ...) et par suite ne pas hésiter à taxer plus les produits importés pour réduire les nuisances routières, aériennes et ferroviaires

@ sur le thème de la fiscalité et des dépenses publiques

- attente marquée d'une reconnaissance de la part des retraités dans la société française au travers d'un autre partage des richesses à traduire en leur faveur par une fiscalité adaptée
- grand regret qu'avec le nouveau quinquennat aient été instaurés le gel des retraites et la ponction CSG de 1,7 point sur les retraites outre le caractère illisible des évolutions possibles de la baisse de la taxe d'habitation
- appel au retour à une indexation des retraites
- faire baisser les dépenses des collectivités locales constitue une priorité
- instauration pour les retraites du système de capitalisation de préférence à celui de la répartition
- Suppression de la redevance audiovisuelle et de toute chaîne publique
- préconisation que les bénéficiaires des minima sociaux soit employés à des tâches et travaux d'intérêt collectif
- tous les citoyens doivent payer l'impôt à hauteur de leur capacité contributive
- demande de beaucoup de clarté et de précision sur l'usage de la fiscalité payée par les Français
- limiter les aides sociales aux personnes véritablement dans le besoin

- injustice de la redistribution de la fiscalité car les aides sont soumis à des effets de seuil (baisse de la CSG pour les retraites en deçà de 2000€)
- égalité des allocations familiales quels que soient les revenus mais faire payer plus par ailleurs au titre de l'impôt les familles riches
- par le passé les allocations n'étaient pas fonction des revenus
- diminuer la dépense publique pour faire baisser la pression fiscale
- taxer moins les travailleurs et plus la spéculation et les revenus financiers
- demande de remise en place de l'ISF
- encourager l'épargne au profit des entreprises locales par des contreparties fiscales (défiscalisation à instaurer en ce domaine notamment au profit d'un soutien au commerces locaux)
- offrir la possibilité d'investir dans la dette française avec en contrepartie une défiscalisation possible
- dénonciation des paradis fiscaux existants en Europe
- dénonciation de l'absence de transparence sur l'usage des ressources des parlementaires
- comment mieux contrôler le droit à usage des minima sociaux pas assez d'exigence sur la délivrance du RSA et d'une manière générale pour l'octroi des aides sociales (rappel de l'intérêt de travaux d'intérêt collectif en contrepartie car à défaut délinquance liée à l'oisiveté)
- exigence d'un minimum d'harmonisation fiscale à l'échelle de l'Europe
- faire approuver par référendum les traités internationaux (européens et autres)
- demande que soit étudiée la baisse de la TVA pour redonner du pouvoir d'achat aux plus nécessiteux.
- taux zéro de TVA à étudier pour les produits de première nécessité
- supprimer les taxes sur les taxes (exemples de la CSG et de la consommation d'électricité)
- réduire les taxes sur le carburant trop élevées en France

@ sur le thème de la démocratie et de la citoyenneté

- regret du désœuvrement d'une partie de la population française
- traiter le statut des femmes et faire accepter culturellement l'égalité et la parité homme / femme
- soutenir les familles monoparentales
- demande de maintien de l'IVG

- demande de réglementer la circulation des deux roues et notamment ceux de nouvelle génération (trottinettes, ...)
- regret de la progression de l'absentéisme lors des scrutins électoraux et demande que soient recherchés les moyens de changer cette tendance (certes vote obligatoire évoqué comme corolaire de la comptabilisation du vote blanc mais réfléchir à des moyens éducatifs pour sensibiliser les jeunes et les moins jeunes sur l'importance du vote)
- d'autres favorables au vote obligatoire et à la comptabilisation du vote blanc (développement dans ce cadre de la notion de devoir civique à sanctionner s'il ne devait pas être exercé)
- comment intéresser les jeunes à aller voter ?
- les gens ne vont plus voter car ils ont perdu confiance
- redonner aux jeunes des raisons de se battre et de s'engager

@ sur le thème de l'organisation de l'Etat et des services publics

- regret de la privatisation des services publics
- défense du mandat des maires et notamment quant à leurs propositions actuelles dans le cadre du Grand Débat National
- regret que les maires ne puissent cumuler la fonction de député pour être plus en phase avec le territoire
- propositions de remise en cause du « millefeuille » des institutions en France et demande de suppression de la collectivité départementale (expression dans le cadre de cette doléance du grand mécontentement engendré par la hausse des impôts locaux décidée par le département de Lot et Garonne)
- suppression du nombre des responsables dans l'administration avec attente d'une réduction drastique des échelles hiérarchiques de responsabilité
- ne pas hésiter en outre à privatiser certains services publics
- retour au 39h
- réduire le nombre des collectivités locales et les strates administratives

@ sur d'autres thèmes

- arrêt de la généralisation de la limitation de vitesse à 80km et préférer une réduction intelligente selon les secteurs géographiques
- des radars oui mais bien placés

- regret des mauvaises conditions de fonctionnement des contrats d'apprentissage avec des employeurs qui abusent (peu de formation et abus sur les heures de travail) / nécessité de revaloriser le travail en apprentissage
- développer des BTS techniques offrant un plus facile accès à l'emploi
- insistance tout de même sur la nécessité d'un minimum de tronc commun de culture générale sur les cursus d'enseignement professionnel
- surmonter la réserve des citoyens sur l'enseignement professionnel
- pass culture pour les jeunes
- nécessité pour le Gouvernement de réagir face à ce grand dégoût des Français
- arrêter de changer les programmes de l'éducation nationale au rythme des changements de Gouvernement

ANNEXES

Contributions écrites jointes à la présente synthèse

Fait à Agen, le 19 février 2019
Denis SOLIVERES